

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 08/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



ATD

Rue du Manoir Queval
76140 LE PETIT QUEVILLY

Références : UDRD.2022.07.CD.12

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement ATD implanté Rue du Manoir Queval 76140 LE PETIT QUEVILLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite pour la connaissance du site et instruction du dossier d'autorisation environnementale

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATD
- Rue du Manoir Queval 76140 LE PETIT QUEVILLY
- Code AIOT dans GUN : 0003900358
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ATD, entreprise de désamiantage, est actuellement soumise à déclaration pour le stockage de déchets dangereux (dans une quantité inférieure à 1 tonne) sur son site de Petit quevilly.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Instruction du dossier de demande d'autorisation et vérification des prescriptions applicables par sondage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.2.1 de l'annexe I	/	Lettre de suite préfectorale
Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.8 de l'annexe I	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Réseau de collecte et eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.1 de l'annexe I	/	Lettre de suite préfectorale
Raccordement à une station d'épuration	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.4 de l'annexe I	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rétention des sols	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.6 de l'annexe I	/	Sans objet
Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.2 de l'annexe I	/	Sans objet
Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5 de l'annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite met en exergue quelques demandes complémentaires pour la poursuite de l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale. L'exploitant veillera par ailleurs à correctement renseigner le registre de déchets dangereux pour que ce dernier soit à tout moment en adéquation avec le nombre de bigs-bags présents sur le site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.2.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : - l'ensemble de la structure est R15; - les matériaux sont de classe A2s1d0
Constats : L'inspection constate que le bâtiment 2 (magasin de stockage) est constitué d'une charpente bois et de bardage, une partie de celui-ci est vouée à recevoir la zone de récupération du personnel, les douches et le SAS personnel pour accéder à la salle blanche.
Demande n° 2022/07-01 : L'exploitant adaptera un système coupe-feu afin d'éviter une propagation de feu de la salle blanche vers le bâtiment 2
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Rétention des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.6 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les contenants sont constitués de matériaux compatibles avec les déchets qu'ils contiennent et sont protégés contre les agressions mécaniques. Ils ne peuvent être entreposés sur plus de deux hauteurs. Tout contenant ou emballage endommagé ou percé est remplacé. Les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement sont couvertes afin de prévenir la dégradation des déchets et l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets. Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement.
Constats : L'inspection constate qu'une dalle étanche a déjà été créée pour le futur projet de "zone de regroupement". Les déchets sur le site sont entreposés sur un sol étanche, dans des contenants adaptés (déchets amiantés en big-bag spécial double couche, les autres déchets sont stockés dans des caisses ou des GRV sur rétention). Tous les déchets sont stockés soit dans un bâtiment fermé, soit sous abri. La nouvelle zone de regroupement sera équipée d'un compacteur à déchets, afin de réduire le volumes de déchets d'EPI jetables. Les déchets seront alors enfermés dans un premier ensachage, puis un deuxième et pour finir dans un big bag double couche. Ces quatre couches permettent de garantir une meilleure étanchéité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.8 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : L'exploitant indique, le jour de la visite, devoir créer la rétention pour la nouvelle zone de regroupement. Pour cela l'exploitant va monter un mur de parpaing de 20 cm de hauteur, afin de confiner les eaux d'extinction de la futur salle blanche. Cette rétention aura une capacité de 126 m3. Une vanne guillotine va être installée en aval du dispositif de traitement, pour obturer le système séparatif. La manœuvre de cette vanne devra faire l'objet d'une consigne clairement affichée. L'inspection a constaté la présence d'une vanne de coupure en cas de pollution accidentelle au niveau de la zone de lavage atelier, mais aucune consigne définissant les modalités de mise en œuvre n'est affichée à proximité. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis cette consigne par courriel du 09 juin 2022. Demande n° 2022/07-02 : L'exploitant affichera, sous un délai de 15 jours, la consigne à côté de la clé à manivelle au niveau de la zone de lavage atelier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Admissibilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les déchets admissibles sont les déchets dangereux, dans la limite d'une quantité cumulée de 1 tonne.
Constats : L'inspection constate que le registre de déchets dangereux présenté par l'exploitant lors de la visite n'est pas correctement renseigné, car non en adéquation avec le nombre de bigs-bags de déchets amiantés présents dans les box (9 bigs-bags présents dans les deux box contre 5 bigs-bags renseignés dans le registre). L'exploitant a transmis, par courriel du 09 juin 2022, le registre correctement complété. L'inspection constate que l'exploitant ne dépasse pas le seuil de 1 tonne pour les déchets dangereux (0,77 tonnes au 09/06/2022).
Observation n°1: L'exploitant veillera à renseigner le registre à chaque entrée de déchets dangereux sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement et tri des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (élimination, recyclage par exemple). Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none">- la dégradation des déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur valorisation ou élimination appropriée ;- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : L'inspection constate lors de la visite que les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou des déchets sont couvertes et clairement identifiées. Les déchets d'amiante sont stockés à l'abri dans des bâtiments fermés (cadenassés).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réseau de collecte et eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Les eaux résiduaires et eaux pluviales sont traitées par deux dispositifs de type débourbeur-déshuileur, l'un étant situé au niveau de la zone de lavage, et l'autre (plus récent) à côté de la future zone de regroupement. L'exploitant indique que le plan actuel des réseaux de collecte sera modifié avec les nouveaux dispositifs tels que la future vanne guillotine, le séparateur au niveau de la future zone de regroupement.
Demande n° 2022/07-03 : L'exploitant transmettra, au plus tard sous un délai de 2 mois, le plan des réseaux de collecte des effluents en faisant apparaître les nouveaux dispositifs ainsi que les vannes manuelles, les regards et avaloirs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Raccordement à une station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.4 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte. Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas : - MEST : 600 mg/l - DCO : 2000 mg/l
Constats : L'exploitant indique ne pas avoir de convention avec la Métropole de Rouen pour le rejet des effluents. Demande n° 2022/07-04 : l'exploitant se rapprochera de la Métropole Rouen Normandie, sous un délai de 2 mois, pour établir le cas échéant une convention de déversement de ses effluents dans le réseau. Il veillera par la suite à ne pas dépasser les valeurs limites de concentration imposées à la sortie de ses installations par convention avec le gestionnaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale